Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, lors de la conférence de presse conjointe avec M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, sur la signature de la convention d'aide budgétaire avec l'Autorité palestinienne et la situation régionale, notamment en Syrie, Paris le 7 juin 2012.

2012-06-07

J'ai le plaisir aujourd'hui de signer en compagnie du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, une convention qui va permettre le transfert dans les jours à venir de dix millions d'euros à l'Autorité palestinienne. Il s'agit là de la première tranche de notre aide budgétaire au titre de 2012.

Cette aide est le signe de la confiance que nous accordons à l'Autorité palestinienne dans son remarquable travail de réformes et de transparence depuis 2007. Les résultats obtenus permettent aujourd'hui d'affirmer que l'Autorité palestinienne est prête à établir un État fonctionnel et viable, comme l'ont à juste titre souligné les organisations financières internationales et la communauté des bailleurs.

La France n'a cessé de soutenir le travail mené par le président Mahmoud Abbas et le Premier ministre Salam Fayyad. Avec cette contribution, elle aura versé 105 millions d'euros à l'Autorité palestinienne pour la seule aide budgétaire depuis la Conférence internationale des donateurs pour l'État palestinien organisée à Paris en décembre 2007. Elle entend poursuivre son appui budgétaire à la consolidation des institutions palestiniennes. Les parties française et palestinienne sont convenues qu'une petite partie de la première tranche de l'aide budgétaire 2012 serait affectée à des priorités de l'Autorité palestinienne à Jérusalem-Est et en zone C.

Par ailleurs, la France met en œuvre de nombreux projets de développements en Cisjordanie et à Gaza, via l'Agence française de développement (88 millions d'euros depuis la conférence des donateurs) et l'action de coopération de son consulat général à Jérusalem.

La France saisit cette occasion pour appeler de nouveau l'ensemble des donateurs, à faire davantage pour soutenir l'Autorité palestinienne, à l'heure où celle-ci connaît une situation financière très délicate. Israël doit également faire plus pour aider l'Autorité palestinienne

en permettant à celle-ci d'augmenter ses recettes propres et de diminuer ainsi sa dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, et en levant les contraintes existantes au développement économique palestinien, tant en Cisjordanie qu'à Gaza.

Q - M. le Président a reçu hier une lettre de M. Netanyahou, est-ce que vous envisagez une initiative pour relancer les négociations entre israéliens et palestiniens dans les jours à venir ? Deuxième question sur la conférence qui aura lieu sur la Syrie, est-ce que vous aller discuter avec vos homologues du chapitre 7 pour soutenir le plan Annan ?

R - Au sujet des deux questions qui m'ont été posées, sur les négociations évidemment nous y sommes très favorables, c'est la voix qu'il faut choisir, j'ai eu l'occasion de recevoir hier le conseiller politique de M. Netanyahou ; aujourd'hui j'ai l'occasion de recevoir le président Mahmoud Abbas, et à l'un comme à l'autre j'ai tenu le même langage, la négociation est le bon moyen d'avancer, encore faut-il évidemment que chacune des parties ait réellement la volonté d'entrer dans la négociation.

En tout cas c'est le souhait de la France que cette négociation puisse avoir lieu puisqu'il est absolument indispensable de faire des progrès sur ce qui reste de l'un des principaux conflits dans le monde.

Sur l'autre point il est exact que je me trouvais hier pour la soirée à Istanbul, où nous avons eu avec un certain nombre de pays une discussion très intéressante sur la Syrie et j'ai confirmé à mes collègues ce que je vous dis ici, c'est-à-dire que le 6 juillet prochain, la France accueillera la conférence du Groupe des amis de la Syrie qui devrait réunir plus d'une centaine d'États et de participants.

Nous sommes nombreux à travers le monde, et en tout cas c'est le cas de la France, qui voulons avec fermeté que l'on arrête les exactions et les crimes, j'emploie à dessein ce mot, en Syrie. Nous prenons des sanctions, nous avons expulsé les ambassadeurs, nous soutenons le plan Annan et M. Kofi Annan va faire aujourd'hui même un rapport sur son plan aux Nations unies. Nous parlons avec l'ensemble des partenaires qui peuvent apporter une solution.

Il n'y a pas de solution possible avec le maintien de M. Bachar Al Assad au pouvoir, mais nous parlons avec toute une série de partenaires et notamment bien sûr, avec les Russes qui ont une influence importante par rapport à ce conflit. La réunion du 6 juillet vise, à la fois, à faire le point sur la situation qui sera celle de la Syrie à ce moment-là pour appuyer l'opposition et à trouver un chemin de sortie, pour confirmer, en fonction de ce qu'aura été la mission de M. Kofi Annan, la façon d'approcher tout cela au sein des Nations unies, pour réaffirmer notre attachement à l'unité de la Syrie et au respect des différentes communautés qui la composent, pour dire de la manière la plus nette que nous ne voulons pas que le conflit syrien s'étende aux territoires voisins.

On pense au Liban mais nous avons aussi des préoccupations pour la Jordanie et d'une autre façon, pour la Turquie, pour faire que tous ceux qui à travers le monde sont des amis réels du peuple syrien puissent se retrouver. Je veux à cet égard, et ce sera mon dernier mot, dire que bien sûr, l'opinion publique est alertée par tel ou tel massacre particulièrement choquant.

Il y a quelques jours des enfants, plus d'une cinquantaine, des femmes ont été massacrés ; mais tous les jours il y a des massacres en Syrie qui sont peut-être, si je peux employer cette expression, moins spectaculaires que celui de Houla mais qui sont tout aussi condamnables et horribles et qui font que nous considérons, nous Français, que M. Bachar Al Assad est un assassin et que le plus tôt il quittera le pouvoir, le mieux ce sera.

Enfin, je veux dire notre soutien et notre admiration pour le courage du peuple syrien qui en dépit de tout ce qui l'assaille garde foi en l'avenir, notre rôle en tant que défenseur des droits, c'est de soutenir le peuple syrien.

Merci beaucoup.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 8 juin 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185257-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-lors